

RÉSISTANCE POPULAIRE EN TEMPS DE CRISE

Mario BUCCI (CIEP communautaire) ♦

L'action collective en temps de crise

La pandémie qui nous affecte, au niveau planétaire, depuis un an, exerce le pouvoir révélateur de la crise et a exacerbé les mécanismes d'exclusion déjà présents dans notre société. Lorsque la situation était « normale », la fragilité de notre vivre ensemble était moins visible, les hiérarchies sociales pouvaient passer inobservées, ou faire l'objet de luttes pour l'inclusion et la redistribution. Car, en fin de compte, nous étions convaincu.e.s qu'un travail d'organisation, de mobilisation et d'alliances aboutirait à une réorientation plus inclusive et juste des politiques publiques.

Le pouvoir révélateur des crises

Cette crise sociale, doublée d'une crise sanitaire et économique a montré de quelle manière les pouvoirs publics, aidés par les médias, gèrent la discipline des populations : un mixte de peurs induites et entretenues, de paternalisme moraliste, de violence appliquée à toute forme de désobéissance au nom de l'urgence et de soutien différencié à différentes catégories sociales.

La crise a aussi mis en évidence à quel point l'adoption du marché comme modalité de réponse standard aux besoins de la population crée (ou renforce) des hiérarchies sociales : l'État frugal, dont la fonction est de plus en plus limitée à compenser les défaillances du marché, ne se donne pas les moyens d'une prise en charge effective de certains besoins fondamentaux. Et, dans le même sens, l'extension de pratiques dérivées du monde de l'entreprise à l'organisation de services et politiques publiques et à la gestion du personnel affaiblit la capacité de garantir le respect des droits humains fondamentaux, et expose les travailleur.euse.s à l'épuisement et au danger, notamment du virus. L'insuffisance du nombre de lits dans les hôpitaux et de personnel soignant, ainsi que les conséquences dramatiques de cette situation, ont été une évidence dès le début de la diffusion du virus.

Les gouvernements et les institutions publiques ont démontré une grande impréparation dans la gestion de la crise : absence d'anticipation, hésitation dans la prévention, impuissance dans la gestion des conséquences de la diffusion de la pandémie, mesures adoptées qui ne visent ni la prévention de la diffusion ni la pro-

tection réelle de la population, mais bien la simple limitation des conséquences négatives de l'incapacité de prendre en charge et de soigner les personnes contaminées. La logique du moindre mal, couplée de la défense d'intérêts particuliers.

Des hiérarchies sociales absurdes

La crise a mis en évidence à quel point est problématique, pour une société, la définition de la valeur d'une personne et d'un métier en lien avec le marché, et donc dépendante du niveau de rémunération. On a « découvert » quels sont les métiers essentiels. Encore en 2013, dans un article préconiseur¹, l'anthropologue David Graeber proposait comme critère pour juger de la valeur d'une profession, de se demander quelles conséquences engendrerait pour une société la disparition complète de cette profession : il citait à titre d'exemple, les infirmières/infirmiers, la collecte des déchets, les mécanicien.ne.s, les enseignant.e.s et proposait de comparer avec les conséquences d'une éventuelle disparition des gestionnaires de fonds d'investissement, des lobbystes, des métiers chargés des relations publiques, publicitaires, etc.

En 2021, on peut vérifier, outre les niveaux de rémunérations, quels sont les métiers qui ont été protégés de la contamination, ceux qui ont été épargnés du stress et de l'épuisement dans la pandémie. Et, au-delà des métiers, quelle protection a-t-on garanti aux personnes les plus fragiles (personnes âgées, personnes sans-papiers ou sans-abri, femmes isolées avec enfants, femmes victimes de violence conjugale, personnes en situation de chômage...). Et aussi qui a dû assumer les coûts de la garde de personnes dépendantes, d'encadrement des enfants à la maison, soit en étant obligé.e d'arrêter de travailler, soit en essayant de concilier la charge mentale avec le télétravail.

Se poser ce genre de questions aide à voir à quel point des différenciations et des privilèges qui existaient déjà avant la pandémie ont été visibilisés et amplifiés par celle-ci, et à quel point les institutions et leurs services ne sont pas en mesure d'avoir un effet compensatoire par rapport aux inégalités structurelles. Mais ces questions mettent aussi en lumière le fait que de plus en plus de catégories et de groupes sociaux sont laissés pour compte,

abandonnés par les pouvoirs publics – outre que, bien entendu, sur le marché du travail – et ne peuvent s'en sortir que grâce à la solidarité de proximité, à l'action du monde associatif et, dans certains cas, à l'auto-organisation.

De quoi les institutions sont-elles compétentes ?

Un autre aspect mis en évidence par la pandémie est qu'il n'y a pas de différences significatives entre les pays (riches), ni en termes de préparation préalable à gérer la pandémie, ni de politiques mises en place, ni des catégories sociales qui ont payé le coût principal de la crise. Ce constat fait référence à l'existence d'un élément structurel, qui fait partie à la fois de l'organisation (qu'est-ce qui constitue la valeur ?) et du mode de gouvernance (comment établit et entretient-on les hiérarchies sociales ?) de ces sociétés.

Il y a quelques années la féministe canadienne Naomi Klein avait proposé la « stratégie du choc »² qui consiste à faire passer des décisions politiques impopulaires en profitant de l'état de détresse d'une population provoquée par un choc aigu (naturel ou provoqué). Pour que cela fonctionne, il est nécessaire que le choc concerne une large partie de la population, alors qu'elle se trouve affaiblie dans sa capacité d'opposition et de résistance. Affaiblir, diviser pour réduire la capacité d'action collective : sans suggérer des théories du complot, force est de constater que – au moins dans les pays « riches » – les citoyen.ne.s sortiront de cette crise affaibli.e.s par la peur et par l'isolement, mais aussi divisé.e.s par l'impact différentiel que la crise a sur différentes catégories sociales et du fait que chaque catégorie est concentrée sur sa propre survie.

Alors on peut craindre, peut-être, la manière de sortir de cette crise sanitaire. Comment sera gérée la dette publique par laquelle des mesures compensatoires ont été financées pendant la crise ? Quel modèle de développement sera promu par les plans de relance de l'Union européenne ? Quelles leçons auront été apprises au niveau de l'organisation et de l'accessibilité des services de base, ainsi que des manières de garantir les droits humains fondamentaux ?

Parfois on nous parle en termes d'impuissance : la capacité limitée des services hospitaliers, la disponibilité insuffisante des masques, le difficile approvisionnement en vaccins. Une impuissance choisie, car elle est le fruit de l'application généralisée de certains principes – la réduction forcée des coûts de gestion et de la prévention, la place assurée au « marché » dans la réponse à des besoins vitaux, la non prise en compte des déséquilibres écologiques que notre mode de développement engendre – qui n'est ni spécifique à la santé ni une nouveauté toute récente. Ces principes sont appliqués systématiquement dans presque tous les domaines des politiques sociales depuis cinquante ans. La spécificité de cette crise est le fait que les effets de cette culture politique ont touché de manière visible des catégories sociales et professionnelles qui étaient jusque-là invisibilisées.

Mais une telle incapacité n'est pas absolue. Les appareils chargés de l'ordre public, par exemple, ont montré – en Belgique,



en France, aux États-Unis, en Chine, en Russie, en Corée, en Colombie, etc. – leur capacité répressive, et les mesures en réponse à la crise n'ont fait que leur donner des prétextes et des outils supplémentaires pour renforcer leur action.

Initiatives auto-organisées et résistances

Récemment, une sociologue indienne, Gargi Bhattacharyya a avancé l'hypothèse – centrée surtout sur la situation au Royaume Uni – que ce sentiment d'impuissance est recherché par les institutions pour décourager toute revendication collective³. Si les institutions ne sont pas capables de construire des réponses adéquates, notamment par manque de compétence, alors elles ne sont pas un interlocuteur crédible pour des revendications collectives. Face à l'inégalité de traitement de différentes catégories sociales, face aux inégalités de nature économique qui ne font que s'approfondir dans une situation de crise, il ne reste que deux possibilités : soit les revendications corporatistes, ainsi chaque catégorie défend ses propres intérêts spécifiques et essaie d'obtenir des avantages auprès des institutions ; soit l'auto-organisation des catégories qui sont ou se sentent de toute manière exclues.

Nous n'avons pas d'éléments suffisants pour valider l'hypothèse de l'intentionnalité. Toutefois on peut constater que, en pratique, les réponses des catégories concernées semblent confirmer la théorie. La crédibilité des institutions est mise à mal – et, depuis quelques années, de manière croissante – à cause de la dégradation des conditions de vie et de l'expansion des peurs, et cela en arrive à concerner des catégories qui bénéficiaient de quelques garanties, ainsi qu'au mépris de la crise écologique. Les divisions au sein de la société, dont l'origine se situe dans la hiérarchisation en termes de valeur attribuée socialement à différentes catégories, rendent difficile l'identification de terrains d'entente, de revendications réellement collectives qui ne tombent pas dans une forme ou une autre de corporatisme. Dans ces conditions, quelle veille, quelles balises communes pourront être défendues face aux politiques de sortie de la crise actuelle ? Quelles luttes pour que le commun⁴ (la santé, le logement, le travail, l'enseignement, l'envi-

ronnement, etc.) soit géré dans l'intérêt collectif, et pas dans celui des catégories qui détiennent le pouvoir ?

D'autre part, cette crise, comme la plupart des autres crises profondes, donne lieu à de nombreuses initiatives citoyennes de résistance qui sont auto-organisées. Des initiatives d'opposition aux violences policières ; des initiatives pour répondre à des besoins immédiats, basées sur les ressources immédiatement accessibles aux actrices et aux acteurs qui s'y engagent ; des initiatives, aussi, qui visent à « secouer » et à sensibiliser les services de base par rapport aux besoins de catégories oubliées. Des personnes qui s'organisent entre elles pour répondre, sur base de la solidarité de proximité, à leurs propres besoins, en autonomie ; des associations et des acteur.rice.s particulier.ère.s qui organisent des réseaux de solidarité plus larges. Au-delà d'une réponse à des urgences très concrètes, ces initiatives ont en elles-mêmes une valeur politique, au-delà parfois de l'intention des promoteur.rice.s.

Avec toutes les limites qu'on peut leur reprocher – de taille, de durabilité, de réduction de la vie à la lutte pour la survie –, ces initiatives (re)créent et renforcent la solidarité de proximité, rompent l'isolement et posent des limites à l'individualisme qui caractérise les sociétés post-industrielles. Elles encouragent l'expérimentation d'embryons de nouvelles formes d'institutionnalisation du vivre ensemble : à partir de la gestion collective des

ressources disponibles et des décisions, on institue des nouvelles valeurs et des nouvelles manières de penser la collectivité⁵. Dans certains cas, elles stimulent l'organisation de contre-pouvoirs, capables de se constituer en acteur collectif, de construire et de porter des revendications politiques.

Sans être des solutions définitives aux problèmes dont elles s'occupent, et en dépit des contradictions internes qui parfois se manifestent, ces initiatives promeuvent l'activation (dans le sens politique, noble du terme, qui n'est pas celui de « l'État social actif ») des personnes, l'action collective qui est l'un des fondements de la démocratie. Les crises mettent en évidence aussi la puissance de la société. ●

1. David GRAEBER, « On the phenomenon of bullshit jobs: a work rant », *Strike! Magazine*, N° 3, août 2013 (« À propos du phénomène des jobs à la con : un coup de gueule sur le travail ») (en ligne) <https://www.strike.coop/bullshit-jobs/>
2. Naomi KLEIN, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Paris, Actes Sud, 2008.
3. Webinaire disponible en ligne à l'adresse : www.youtube.com/watch?v=DRa3cwAP80w&t=3304s (présentation de Mme Bhattacharyya entre 3'09" et 27'36").
4. Pierre DARDOT et Christian LAVAL, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2013.
5. Cornelius CASTORIADIS, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Éditions du Seuil, 1975.